

ENTRETIEN

« La rigueur et la vérité historique sont au fondement de notre démarche »

Retraité de la SNCF, Gilbert Garrel préside l'Institut CGT d'histoire sociale. Fondée il y a tout juste quarante ans, l'association, réputée pour la qualité de ses travaux, valorise les archives du syndicat auprès des militants, mais aussi des chercheurs.

L'IHS-CGT fête cette année ses quarante ans. Dans quelles circonstances est né l'institut ?

Cela remonte au transfert du siège de la CGT à Montreuil. Le secrétaire général était Georges Séguy. Et deux choses l'inquiétaient. La première était liée au risque de voir les archives perdues ou détériorées dans le déménagement. La seconde était que les militants connaissaient de moins en moins l'histoire des mouvements social et ouvrier. La manière dont cette histoire était présentée aux syndiqués n'était, de surcroît, pas toujours très rigoureuse, elle avait tendance à être un peu romancée. D'où l'idée de créer une structure dont le fonctionnement et les travaux seraient indiscutables. C'est ainsi que l'IHS est né le 13 janvier 1982.

Sur quel matériau s'est appuyé l'institut à ses débuts ?

Les archives ne couvraient que la période 1946-1982. Les troupes d'Hitler avaient emporté toutes celles qui précédaient à Berlin pendant l'Occupation. Après l'offensive de l'Armée rouge, ces documents ont pris le chemin de Moscou. La CGT n'a pu les récupérer qu'au début des années 2000, après une longue bataille avec le Quai d'Orsay, qui tergiversait pour nous les restituer.

Comment se positionne l'IHS par rapport à la confédération ?

Nous travaillons de façon autonome sur les sujets que nous décidons. L'IHS est une association loi de 1901. Ce statut favorise l'ouverture, ainsi que les coopérations. Le conseil scientifique est composé d'une quarantaine de membres : historiens, sociologues... La rigueur et la vérité historique sont au fondement de notre démarche, même si la vérité ne fait pas toujours plaisir. En outre, chaque année, entre 250 et 300 chercheurs venus



Gilbert Garrel,
président de l'IHS-CGT.

ZOOM

Exposition et débats

À partir du 14 juin, et pour trois mois, se tiendra une grande exposition au siège de la CGT, à Montreuil (93). Conçue à partir d'archives exceptionnelles issues des fonds de plusieurs IHS, elle aura pour thèmes : les revendications sociales ; l'internationalisme et la paix ; la lutte contre les idées d'extrême droite. Deux débats sont également au programme : le premier sur l'archivage ; le second sur la collaboration vécue au sein de l'IHS-CGT, entre universitaires et militants syndicaux.

Plus d'informations sur le site ihs.cgt.fr

du monde entier, du Canada à la Corée du Sud, demandent à travailler sur nos archives.

Comment s'organise le réseau ?

Au départ, l'ambition était de faire du centre confédéral d'archives celui de toute la CGT. Très vite, il est apparu que ce n'était pas possible pour des raisons de place et de volume. Des instituts ont donc été créés au niveau des unions départementales et des fédérations. À ce jour, nous comptons 83 instituts en France. Tous ne peuvent pas s'offrir les services d'un archiviste professionnel. Aussi, nous proposons chaque année un stage de formation au traitement des archives papier, iconographiques, numériques ou bien orales (recueils de témoignages). En parallèle, nous avons engagé un gros travail de sensibilisation. Nos organisations produisent beaucoup d'archives, notamment numériques. Or, si

l'on ne sait pas comment les nommer, les classer, sur quels supports les stocker, elles seront inexploitable.

Les militants s'approprient-ils les archives autant qu'ils le pourraient ?

Ceux qui travaillent dans les instituts, oui ; les autres, excepté les férus d'histoire, non. Le militantisme ne leur en laisse pas le temps. Donc, nous faisons de l'éducation ouvrière en publiant quatre *Cahiers de l'Institut d'histoire sociale* par an, ainsi que des cahiers thématiques. Nous en préparons un sur la CGT lors de la guerre d'Algérie et un autre sur la CGTU. Nous organisons aussi des conférences et des colloques. Le prochain est prévu en novembre 2023. Intitulé « Syndicalisme et environnement », il montrera que de nombreux militants se préoccupaient déjà de cette question à la fin des années 1940.

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR JEAN-PHILIPPE JOSEPH